Bulletin du **PCRF** - Île de France

#1
2020

RÉVOLTE FRANCILIENNE

LE CAPITALISME, C'EST LA MORT !

L'épidémie du COVID-19, qui touche le monde entier depuis de longues semaines, n'a pas épargné la France et la région parisienne. Le nombre de cas de contamination continue d'augmenter et les Franciliens sont obligés de faire face au confinement, une mesure difficile à subir mais nécessaire pour éviter la progression du virus. Mais deux problèmes principaux se posent.

D'abord, on peut voir que les différents hôpitaux parisiens et de banlieue sont débordés et manquent de moyens, malgré les différentes déclarations qui peuvent venir du gouvernement, même si la situation n'est pas aussi catastrophique que dans les pays voisins comme l'Italie ou l'Espagne. Cependant, la situation est quand même critique et peut évoluer dans le mauvais sens. En effet, les coupes budgétaires dans la santé, la réduction du personnel médical et des lits d'hôpital, sont à la source de cette situation. Ce n'est pas pour rien que les grèves des médecins et des personnels médicaux ont lieu de manière régulière depuis plusieurs mois, voire plusieurs années. Les conséquences de ces politiques anti-populaires qui détruisent le secteur de la santé, se voient en temps de crise sanitaire. Avec près d'un millier de malades dans les services de réanimation, la région parisienne s'attend à être vite débordée par les cas de Covid-19. Si le gouvernement a décrété le confinement total depuis la mi-mars, il faudrait rappeler d'une part l'irresponsabilité et l'incompétence des autorités en la matière car le risque est connu depuis janvier-février au moins, et d'autre part l'incapacité de ce gouvernement de lancer la production massive des masques et gels hydroalcooliques et surtout des tests qui seraient à la disposition hors milieu hospitalier pour détecter d'une manière rapide les porteurs du virus. Car dans ce combat contre le virus qui se propage si rapidement, c'est la course contre la montre qu'il faut gagner. Le confinement est tout simplement une méthode d'étalement dans le temps de la propagation.

L'autre problème c'est que dans le même temps que le gouvernement demande à la population de ne pas sortir, il permet, voire encourage aux capitalistes de secteurs non essentiels d'exiger à ses travailleurs d'aller travailler. Le ministre de l'économie Bruno le Maire a même mis un prix aux vies des travailleurs et travailleuses : il demande aux entreprises de bien vouloir donner des primes de 1000 euros par mois aux « héros » qui se rendront sur leurs lieux de travail pendant le confinement. Si la priorité est de gérer la crise sanitaire, la seule réponse doit être la fermeture sans conditions de toute entreprise non essentielle à la survie de la population. Par exemple, à Argenteuil, la CGT a réclamé la fermeture de l'usine Dassault pendant 15 jours, ce qui a été refusé. Non seulement les ouvriers doivent aller travailler, mais les exigences sanitaires ne sont pas respectées. « Aucun masque n'a été fourni aux salariés, ni gel, alors qu'on est sur des chaînes, donc on travaille les uns sur les autres », souligne Anthony De Castro, représentant de la CGT. Il souligne que 6 à 7 salariés étaient malades lundi et que le lendemain, ce chiffre est monté à 13. Au sein de l'entreprise PPG, à Bezons, les salariés ne comprennent pas non plus que la production soit maintenue dans

Ne pas jeter sur la voie publique.

de telles circonstances. On peut aussi évoquer le cas des livreurs, qui continuent de travailler. Ces exemples montrent que malgré la crise sanitaire et les mesures de confinement, le capitalisme garde toujours les profits en ligne de mire.

Des années de suppression de moyens, de lits, de personnel hospitalier par les gouvernements successifs sous la houlette du capital monopoliste provoquent aujourd'hui une saturation du système public de santé dramatique pour la population, ainsi que des conditions de travail affreuses pour ces travailleurs et travailleuses de la santé sur lesquels reposent aujourd'hui nos vies. La contradiction capital-travail et le désespoir du capitalisme en quête d'élargir les taux de profit qui se resserrent inéluctablement se font sentir dans tous les domaines.

Le capitalisme ne nous promet rien que la destruction programmée des vies de travailleurs et travailleuses à travers la destruction de la Sécurité Sociale, la précarisation des conditions de travail, la chute des salaires, les retraites de misère et la détresse du chômage.



LES "OUBLIÉS" DU CONFINEMENT

La situation de confinement aggrave les conditions de vie déplorables des sans abri (SDF). La fermeture des associations qui leur venaient habituellement en aide marque un coup dur pour eux. Déjà exposés au virus car vivant dans la rue, plusieurs centaines d'entre eux dont les réfugiés manquent cruellement de nourriture, de ressources pour leur hygiène ainsi que de points d'eau.

Les réfugiés sont parqués dans des lieus innommables comme celui d'Aubervilliers et ils errent à longueur de nuit et de journée dans les rues du nord-est de la capitale, également sans hygiène, sans nourriture et sans-papiers.

A cause du manque d'infrastructures pour accueillir et loger les sans-abris et les réfugiés, pour les protéger du danger que représente le virus, le risque de mort s'accroît pour eux. Certains sans-abri ont même été verbalisés par la police « pour ne pas avoir respecté les règles du confinement ! ».

Il est à déplorer le décès d'un médecin urgentiste, première victime du coronavirus dans notre région, samedi dernier 21 mars 2020, après avoir assuré des gardes à l'hôpital de Compiègne (Oise). Nous estimons qu'une médecine de prévention pratiquant des tests est indispensable pour détecter les cas positifs au virus afin de limiter le nombre d'infections qui se développent à grands pas.

On voit bien que le capitalisme laisse sur la touche de nombreux individus. Il provoque la mort et accroît les risques en matière de santé. L'alternative à ce système barbare, c'est le « socialisme » qui, comme à Cuba, est le devenir de l'homme. Preuve en est : ce petit pays tant décrié par les dirigeants des pays capitalistes, envoie une cinquantaine de médecins en Italie pour y soigner les malades.



LA GALÈRE QUOTIDIENNE DES TRANSPORTS

S'est-on déjà demandé pourquoi subit-on la galère quotidienne dans les transports, pour aller au travail le matin et pour en revenir le soir ? Pourquoi sommes-nous entassés dans les trains et les bus ? Pourquoi y a-t-il une saturation qui nous empêche de circuler facilement de notre domicile à notre lieu de travail ou notre lieu d'étude ? Tous les ans, on dirait que la situation s'aggrave, avec de plus en plus de monde, mais aussi de problèmes sur les lignes. Et c'est à chaque fois la galère, le stress, les bousculades, l'entassement...

Cette galère s'explique par la distance qu'on nous impose entre le lieu d'habitat et le lieu de travail ou d'étude. En somme, les activités économiques ne sont pas organisées et planifiées, et cette situation nous est imposée en fonction de là où on nous propose un emploi. Quitte à faire 2h voire 3h de transports par jour. Cela signifie qu'il existe des inégalités de mobilité et d'accessibilité à un emploi en fonction de ce que les patrons nous proposent. L'inégale répartition des activités, engendre ainsi une augmentation du temps de transports et une baisse du temps libre pour se reposer et se divertir. Mais si l'on refuse de faire ces 3h de transports, le patron nous propose d'aller voir ailleurs : la société capitaliste nous impose de faire ces sacrifices pour avoir un salaire et pour (sur)vivre.

Tout cela a des conséquences sur notre santé et sur l'environnement. Si l'on planifiait la production et les activités économiques, on éviterait aux travailleurs et aux travailleuses de faire ces 3h de transports dans le stress et dans l'entassement, et on réduirait l'empreinte environnementale de la société. Mais le capitalisme ne peut pas planifier, car c'est aller contre sa loi des profits qui nécessite d'installer l'emploi là où il est le plus rentable. Ainsi, les capitalistes ne répondent pas à nos besoins, et ses défenseurs politiques – de droite comme de gauche – ne proposent rien pour régler ce problème des transports qui nous nuit chaque jour.

LES SOINS AUX ENFANTS SE DÉGRADENT

En 2020, la région francilienne est la plus touchée par la sous-densité médicale (le « désert médical ») en métropole (source : Drees). La conséquence est qu'il est de plus en plus difficile pour de nombreuses familles d'obtenir des soins pour leurs enfants. Le capitalisme, qui permet chaque année d'accroître les revenus d'un petit groupe de privilégiés, est en revanche incapable de généraliser les soins gratuits et on doit souvent galérer pour obtenir des

soins de qualité pour nos enfants. Les difficultés pour trouver des pédiatres bien remboursés et qui acceptent les nouveaux patients est aujourd'hui une intolérable réalité. Alors qu'auparavant, il existait des centres municipaux de santé (les « dispensaires ») et des centres de PMI (protection maternelles et infantiles) qui permettaient d'aider les mères en fournissant des soins, des conseils et des dépistages de qualité pour les enfants, aujourd'hui il faut se débrouiller dans la jungle de la médecine libérale pour soigner ses enfants… ou se rendre dans des urgences saturées. Et pour dépister certains handicaps comme les handicaps mentaux, il faut s'en remettre à la chance pour qu'un bilan de santé soit effectué à l'école maternelle car aujourd'hui les PMI n'ont plus les moyens de suivre tous les enfants. Les choix politiques qui ont été faits par la gauche et la droite depuis la disparition du camp communiste ont consisté à saboter les politiques socialistes d'après-guerre comme celle des PMI pour permettre aux capitalistes de générer des profits sur le dos des salariés. Près de 1000 médecins ont démissionné pour nous alerter de la crise sanitaire en cours qui nous menace tous et en particulier nos enfants. Tous les discours n'y changeront rien, l'État au service des capitalistes est incapable d'organiser une médecine de qualité pour tout le monde. En 2020, les enfants ne sont pas égaux face aux risques de la santé.

LE COÛT DU LOGEMENT

Le problème du coût du logement à l'époque de l'impérialisme et de la crise généralisée du système capitaliste se pose de manière de plus en plus aiguë. Bien évidemment, les grandes mégapoles du monde entier sont les plus touchées. Paris et la région parisienne ne sont pas une exception et les difficultés à se loger concernent de plus en plus de personnes. Avec la hausse du prix du mètre carré et du loyer, la question d'acquérir un logement dans Paris intra-muros devient de plus en plus un rêve quasiment irréalisable, même pour des personnes à revenus relativement confortables. Les travailleurs et les jeunes étudiants sont donc obligés de louer des logements souvent insalubres, pour être proches de lieurs lieux de travail ou d'études. L'alternative étant l'exil en banlieue lointaine pour pouvoir louer un logement plus ou moins convenable et habitable. Les personnes qui font le choix d'acquérir un logement le font de plus en plus loin du centre de la capitale et s'engouffrent dans des crédits qui contribuent à les exploiter encore plus parallèlement à leur travail qu'ils ont peur de perdre sous peine de se retrouver en difficulté à cause du crédit accordé pour le logement. Les logements sociaux et les HLM, quant à eux, bénéficient de moins en moins de moyens et il est inutile de décrire aux parisiens et aux franciliens (à part les bourgeois et les responsables politiques, visiblement déconnectés de toutes réalités sociales du terrain) les conditions dans lesquelles vivent les populations des cités des banlieues, réduites à être des ghettos et des territoires d'exclusion sociale, notamment pour la jeunesse.

Ce cercle infernal et la dégradation des conditions de vie de manière générale sont le résultat de la spéculation immobilière dont profitent les grands groupes monopolistes et notamment les fameux fonds d'investissements, qu'on appelle à juste titre « fonds vautours » . Si BlackRock fait l'actualité dans le domaine de la reforme des retraites, un autre groupe financier new-yorkais, Blackstone, est devenu le leader mondial dans les gestion et le rachats des logements des grands villes du monde entier. Ce fonds d'investissements gère même de nombreux parcs de logements sociaux dans différents pays. Ce n'est évidemment pas le seul acteur de ce marché. On peut aussi évoquer les acquisitions immobilières réalisées à Paris par des structures originaires des États du golfe persique et de la péninsule arabique. Toutes ces entreprises, qu'elles soient françaises, américaines, chinoises ou autres, réalisent ces investissements dans le but de faire monter les prix du logement et du loyer dans les centre des grandes villes afin de chasser les couches populaires vers la périphérie ou la province et de pouvoir louer ces bâtiments aux entreprises qui

y installent leurs bureaux. Cela provoque aussi des logements vides. En effet, les bâtiments et les immeubles sans vie dans les centres des grandes villes appartiennent à des personnes privées mais ne sont pas habités ni abritent des bureaux. Quand on sait qu'il y a près de 3 500 sans abris à Paris, que de nombreux immigrés sont obligés de vivre sous le périphérique, que de nombreuses personnes vivent dans des conditions précaires au niveau de l'habitat et que la crise du logement en général est de plus en plus grave à cause des problèmes évoqués, on ne peut que s'indigner de cette injustice qui est la conséquence de l'inviolabilité de la propriété privée sacrée, vénérée par la bourgeoisie et qui constitue le fondement du capitalisme. Et le gouvernement de Macron, comme les gouvernements précédents, à la tête de l'État bourgeois français, œuvrent à défendre cet état de faits qui va dans le sens de l'augmentation des profits des grands monopoles. C'est dans ce sens que la question du logement doit forcément être liée à l'ensemble des revendications portées dans la lutte du prolétariat français. Cette lutte pourra donner aux travailleurs la conscience de l'impossibilité de l'amendement du système capitaliste et les poussera à s'attaquer aux fondements de celui-ci.



Ne pas jeter sur la voie publique.

QUI SOMMES-NOUS ?

La Révolte Francilienne est un bulletin écrit et publié par les militants du Parti Communiste Révolutionnaire de France (PCRF) en Île-de-France.

Le PCRF est un parti communiste qui fonde sa politique sur le marxisme-léninisme et conduit le combat quotidien contre le capitalisme. Le PCRF dénonce la propriété privée des moyens de production et d'échange et dénonce le contenu de classe de l'Etat bourgeoise. Le PCRF vise à devenir l'outil d'avant-garde de la classe ouvrière et des couches opprimées, pour conduire la révolution socialiste, instaurer le socialisme dans la perspective du communisme, fondé sur le pouvoir du prolétariat, la propriété sociale et collective des moyens de production et d'échange, et la planification démocratique centralisée.

PCRF

Parti Communiste Révolutionnaire de France